



2001 Bagues GLOBALISME et PLURALISME



Montréal, 24 au 27 avril 2002

Bernard Miège

GRESEC, Université Stendhal - Grenoble 3
FRANCE

Les TICs : un champ marqué par la complexité et un entrelacs d'enjeux

NOTA BENE

L'accès aux textes des colloques panaméricain et 2001 Bagues est exclusivement réservé aux participants. Vous pouvez les consulter et les citer, en respectant les règles usuelles, mais non les reproduire.

Le contenu des textes n'engage que la responsabilité de leur auteur, auteure.

Access to the Panamerican and 2001 Bugs' conferences' papers is strictly reserved to the participants. You can read and quote them, according to standard rules, but not reproduce them.

The content of the texts engages the responsibility of their authors only.

El acceso a los textos de los encuentros panamericano y 2001 Efectos es exclusivamente reservado a los participantes. Pueden consultar y citarlos, respetando las pautas usuales, pero no reproducirlos.

El contenido de los textos es unicamente responsabilidad del (de la) autor(a).

O acesso aos textos dos encontros panamericano e 2001 Bugs é exclusivamente reservado aos participantes. Podem consultar e cita-los, respeitando as regras usuais, mais não reproduzí-los.

Les TICs: un champ marqué par la complexité

et un entrelacs d'enjeux

Bernard MIÈGE
GRESE
Université STENDHAL- Grenoble :

Le thème de cette Table-Ronde du Colloque BOGUES 2001 a l'avantage d'inciter à l'établissement d'une évaluation théorique argumentée faisant retour sur une période que l'on doit considérer comme décisive pour la "communication moderne"; il n'est pas si fréquent de se donner de telles occasions et reconnaissons-le, nous sommes le plus souvent projetés dans l'actualité et même dans le futur immédiat, car la gestion du développement des techniques de l'information et de la communication (TICs) par tous ceux qui ont charge de leur promotion impose en permanence, y compris aux chercheurs, cette projection permanente dans l'avenir en train de se faire. Ce regard sur l'histoire récente des théories et des idées m'intéresse d'autant plus que, sur les questions que nous envisageons, l'une de mes quelques convictions s'est trouvée progressivement renforcée, à savoir la nécessaire inscription dans la durée et même dans la longue durée des évolutions dont nous sommes les observateurs, les mouvements de la société et ceux de la technique se trouvant éclairer pour une large part les innovations techniques qui nous apparaissent incessantes (même si le rythme semble s'être ralenti tout récemment).

Pour autant, évaluer les changements, les ruptures comme les acquis, ne va pas sans difficultés. Et d'abord, parce que l'approche des TICs (les perceptions que nous en avons comme les élaborations théoriques auxquelles elles donnent lieu) est difficilement séparable de l'ensemble de la "pensée communicationnelle", celle-ci participant à la fois comme j'ai tenté de la montrer de la pensée spéculative, de l'élaboration scientifique et des réflexions plus ou moins communes aux spécialistes et aux professionnels. En quoi ce "monde réflexif - plus ou moins)-commun" (qui ne se réduit donc pas au mouvement de théories, et à la discussion par les spécialistes des productions relevant de la théorie) peut-il difficilement être séparé des regards que nous portons sur les TICs? Cela provient de ce que les questions qui y sont abordées depuis plus d'un demi-siècle sont majoritairement, et parfois très majoritairement, concernées par la dimension technique; il n'est sans doute pas exagéré de reconnaître que l'autonomisation de la sphère de l'information et de la communication s'est fait

changements liés à la "médiatisation" de la communication; en tout cas les analyses proposées et les points de vue autorisés développés sont largement dépendants de cette interposition entre "je et "je, ou entre "nous" et les "autres d'outils techniques de plus en plus nombreux; et, depuis les fonctionnalistes les cybernéticiens, Harold INNIS et Marshall Mc LUHAN, Raymond WILLIAMS, et bien d'autres, jusqu'aux analystes des sociétés de l'information ou des réseaux ainsi qu'aux artisans du cyberspace, la technique est omniprésente. De divers côtés, des auteurs gardant une certaine lucidité, se sont régulièrement élevés contre cet excès d'honneur et contre ce qu'il faut bien considérer comme une surestimation conceptuelle, mais ils n'ont guère été entendus, soit parce qu'eux mêmes ne prenaient pas en compte les mutations intervenues (c'est le cas d'anthropologues, de sémiologues, de psychosociologues ou d'ethnométhodologues), soit parce que se positionnant uniquement comme critiques humanistes) de la technique ils ne se donnaient pas les moyens de dépasser une dénonciation souvent peu en adéquation avec les sociétés contemporaines telles qu'elles sont en train de devenir.

D'une certaine façon les TICs absorbent l'ensemble de la communication et cette position est évidemment inacceptable sur le plan théorique, aussi bien pour le demi-siècle qui vient de s'écouler que pour la période actuelle. Mais il est un autre aspect qui est source de confusions, tant théoriques que pratiques c'est le chevauchement entre TICs et médias, voire même l'indifférenciation entre eux. Or, il faut une fois de plus indiquer avec insistance que les TICs et les médias ne sont pas réductibles les uns aux autres: si les médias, de masse ou non, prennent appui sur des dispositifs techniques relevant des TICs, ils donnent lieu à la formation d'organisations aux caractéristiques économico-culturelles désormais assez bien identifiées, et à la diffusion régulière de programmes informatifs et/ou culturels à des publics de plus en plus "ciblés" les TICs, quant à elles, débordent nettement le cadre des médias: non seulement pour certains elles se limitent à favoriser des échanges inter-individuels, mais elles ne supposent pas nécessairement le recours à de tels programmes (de quelque nature que ce soit) ni une continuité de la diffusion; si comme les médias elles entraînent et renforcent la médiatisation de la communication, les processus qu'elles favorisent diffèrent, elles peuvent se passer des instances de médiation constituées (comme le journalisme) et elles ont tendance à "irriguer" tous les champs sociaux (à la différence des médias eux-mêmes à l'origine de champs spécifiques). Sur les différences (actuelles et prévisibles) entre TICs et médias, il y aurait bien d'autres éléments à évoquer nous nous en tiendrons à ces indications essentielles, non sans souligner qu'i

serait pertinent à chaque proposition de mettre l'accent sur les évolutions différentielles, ce que nous n'aurons pas toujours l'occasion de faire.

Enfin, une dernière précision doit être apportée à propos des rapports qu'entretiennent la réflexion et la recherche. Dans le débat public, la première est en situation nettement dominante, qu'elle émane d'essayistes, de consultants, de médiateurs ou de spécialistes professionnels; la recherche, qui s'est effectivement affirmée dans les deux dernières décennies (non sans difficultés pour se trouver un espace face aux approches mono-disciplinaires), a du mal à se faire entendre, même si son influence est maintenant réelle dans l'éducation supérieure. Il reste qu'elles ne peuvent être mises sur le même plan et leurs contributions propres doivent être soigneusement distinguées, et sur de nombreux sujets elles s'opposent quand elles ne se contredisent pas. Pour notre part, nous nous intéresserons surtout ici aux apports de la recherche; mais nous considérons que les chercheurs ne doivent pas négliger de "croiser le fer" avec les penseurs et les essayistes.

Cinq traits nous paraissent caractériser en profondeur les changements intervenus depuis un demi-siècle (en fait depuis un peu plus qu'un demi-siècle dans les approches de l'information et de la communication.

Premièrement, **la critique du déterminisme technique et la prise en compte de l'activité des usagers** (de plus en plus en situation de consommateurs).

Pour les auteurs qui se sont les premiers intéressés au développement de médias, il ne faisait guère de doute que la sphère technique était par elle-même productrice d'effets culturels, sociaux et même politiques. Les fondateurs du courant fonctionnaliste se sont ainsi essayés à définir les fonctions sociales de médias à partir du paradigme lasswellien; et leurs successeurs n'ont eu de cesse d'introduire des perfectionnements dans le modèle. De leur côté, les auteurs inquiets de l'utilisation propagandiste des médias de masse, et à plus forte raison les théoriciens critiques, ont mis l'accent sur le rôle néfaste des médias par exemple du point de vue de la diffusion de l'information ou de la création artistique. La mise en évidence des effets de retour par les cybernéticiens introduisait certes une certaine rupture dans la linéarité du schéma de la communication, mais c'était plus dans un souci de modélisation et dans une optique formelle qu'à l'issue d'une analyse précise des processus sociaux impliqués dans la rétroaction. Mc LUHAN, dont les ouvrages ont beaucoup fait pour la popularisation de l'idée que l'efficacité des messages provient de médias eux-mêmes, a insisté dans une perspective voisine, même si on ne doit

pas négliger dans les propositions du Professeur de Toronto les bases sensualistes et historico-culturelles de sa vision des médias électriques.

Massivement présent chez les premiers théoriciens de la "communication moderne", cet intérêt pour la matérialité des médias et leurs effets directs sur les comportements, ne saurait être dissocié de la confiance que l'on avait alors en la technique, très généralement tenue pour un facteur de progrès social, et surtout de la dissociation qui était faite entre la sphère technique et le social ou le culturel, la première étant considérée comme une "boîte noire", ayant sa dynamique propre. Cependant, dès les années soixante et surtout les années soixante-dix, des auteurs, de plus en plus nombreux, commencèrent à mettre en doute la linéarité du schéma de la communication. On sait que, paradoxalement des auteurs fonctionnalistes ont été conduits à mettre en question la validité du modèle: E. KATZ, W. SCHRAMM, I. GLICK et S. LEVY, puis J.G. BLUMLER et M. GUREVITCH sont parmi ceux qui ont tenté de rénover l'approche, allant parfois jusqu'à faire subir des changements sensibles à la théorie empirico-fonctionnaliste; le conseil donné par E. KATZ dès 1959 ("Il faut concentrer l'attention moins sur ce que les médias font aux gens que sur ce que les gens font des médias"), s'il ne traçait pas de perspectives affirmées et donnaient de justifications aux positions relativistes, marquait (involontairement sans doute les limites des approches fondatrices, quand bien même celles-ci continueraient elles (et continuent-elles toujours) à influencer fortement les perceptions du "sens commun".

Le fait est que les courants théoriques impliqués dans les études d'information et de communication se sont dès lors considérablement diversifiés en Europe, et dans une mesure moindre en Amérique du Nord, il faut désormais compter avec les sociologies de la technique et de la médiation, les études de réception des messages et celles qui portent sur la formation des usages de médias, les travaux relevant des diverses "pragmatiques", les analyses s rattachant à l'économie politique de la communication ou à l'histoire de systèmes de communication, ainsi qu'avec les travaux linguistiques moins exclusivement centrés sur la langue et soucieux de la prise en compte du contexte des processus de la communication. Tous ces travaux, et quelques autres encore qu'il conviendrait de citer et de présenter en détail, ne portent pas nécessairement sur les médias ou même sur les TICs; ils ne participent pas moins tous, selon des modalités variables, au "déplacement conceptuel" qui s'opère progressivement et qui aboutit à sortir la réflexion des relations immédiates entre émetteurs et récepteurs des médias (ces relations pouvant être situées dans un "système" les englobant) pour les placer dans le champ plus large de leurs différentes déterminations.

Il serait faux toutefois de ne voir dans ce déplacement seulement un effet des luttes théoriques et un résultat des critiques fortes alors adressées aux premières approches de la communication. Dès les années soixante-dix, se préparent les changements techniques et autres dont on se plaît maintenant à considérer qu'ils marquent profondément les sociétés contemporaines; dès cette période, les questions qui se posent et que se posent les chercheurs, prennent en compte l'élargissement en cours du secteur de la communication (ce que l'on désigne encore très improprement comme une manifestation de la présupposé "convergence"). Ainsi, l'intérêt croissant pour l'action des récepteurs de discours et des usagers des médias ne relève-t-il pas seulement d'une exigence d'ordre méthodologique; il est également une question qui se pose aux promoteurs des médias de masse et des TICs en formation, la diversification de offres de produits (désormais tous marchands) requérant une connaissance fine des procès de formation des usages. La recherche en communication s'est donc trouvée confrontée à des demandes d'industriels ou de décideurs publics; en France par exemple, cela a donné lieu à des travaux d'un intérêt variable, et à certaines dérives, comme celles qui accordent un rôle décisif aux usagers dans la conception même des produits et des services. Pour ce que j'en connais, il m'apparaît qu'on doit mettre à son actif un incontestable affinement de l'analyse des interactions multiples entre le "technique" et le "social"; je partage l'évaluation argumentée de ces travaux à laquelle a procédé récemment Josiane JOUET: "La problématique de la double médiation de la technique et du social réinstitue le lien entre l'innovation sociale et l'innovation technique et devient un cadre d'analyse des TICs. La médiation est à la fois technique car l'outil utilisé structure la pratique mais la médiation est aussi sociale car les mobiles, les formes d'usage et le sens accordé à la pratique se ressource dans le corps social." (JOUET, in revue Réseaux N° 100, p. 497).

Cette perspective met en évidence les erreurs des approches centrées sur l'autonomie des sujets dans l'appropriation sociale des techniques; elle montre combien sont insuffisantes parce que vagues et trop générales, les positions tenant la technique pour conditionnante et non déterminante (position que l'on trouve défendue aujourd'hui par des auteurs pourtant opposés comme M. CASTELLS ou P. LEVY). Mais plus que jamais on doit insister sur le fait que l'articulation entre les mouvements de la technique et les mouvements de la société ne saurait être pensée seulement au niveau micro-social (ce à quoi conduisent maintes études consacrées aux usages), car il importe de prendre aussi en compte autant les stratégies des industriels que les politiques publiques, et de situer les changements affectant les pratiques informationnelles, culturelles et communicationnelles dans leurs évolutions au

le long terme. Convenons que si la recherche a avancé dans la mise en avant d'éléments clé sur les complexes relations entre le technique et le social, bien des interrogations demeurent d'autant que la médiatisation technique de la communication prend une dimension nouvelle.

Deuxièmement, **la prise en compte des normes** (ou **des cadres**, selon certains auteurs) **de l'action communicationnelle** dans les divers "espace publics" ou dans le vie privative.

Les débats sur la technique se sont souvent déroulés sans que la dimension proprement informationnelle- communicationnelle des TICs ne soit envisagée, en tout cas sans que ses relations avec l'action sociale ne soient pensés dans toute leur complexité.

Il est vrai que cet aspect n'avait pas été négligé à propos de la presse d'opinion dont le rôle actif dans l'émergence puis le fonctionnement de démocraties parlementaires avait été souligné, mais surtout dans une optique plus politique que sociologique. Les fonctionnalistes comme les cybernéticiens en restaient généralement à une conception très générale des fonctions sociales assurées. L'émergence puis l'essor des médias audiovisuels de masse n'avaient pas contribué à faire évoluer cette façon d'évaluer l'action des médias, d'autant que, lorsqu'ils n'étaient pas placés sous l'emprise de puissants groupes commerciaux et financés par des ressources provenant des annonces publicitaires, ils étaient plus ou moins directement contrôlés par les États même si çà et là des conceptions plus ouvertes du service public s'exprimaient et donnaient naissance à des formules plus adaptées.

À ce niveau aussi, des mutations fondamentales sont identifiables dès les années soixante-dix et surtout à partir des années quatre-vingt. Ce qui le provoque est à rechercher à la fois dans les changements techniques qui s'annoncent, dans une nouvelle économie de la communication qui prend de l'ampleur ainsi que dans les demandes sociales portées par certaines catégories sociales. Un autre élément intervient, plus dans l'Ouest de l'Europe et différemment en Amérique latine qu'en Amérique du Nord (où il fonctionne depuis longtemps): l'utilisation des techniques de la communication publicitaire en dehors même de la sphère commerciale; on n'a sans doute pas encore apprécié suffisamment l'importance des changements sociaux qui trouvent leur origine dans l'usage de plus en plus fréquent par des entreprises, des organismes publics, des associations etc...de ces techniques dans la "gestion" du social certes les stratégies conduites concernent alors peu les médias stricto sensu mais la relation s'établit peu à peu avec les TICs (cf. l'importance actuelle de sites Web qui ont avant tout une fonction de communication).

Ces divers changements dans l'ordre de la communication sociale entendons dans le fonctionnement et l'activation de réseaux sociaux nouvellement formés ou rendus plus "actifs") ont guère été mis en évidence par les auteurs et plus généralement par les observateurs de la vie publique. Ils ont cependant donné lieu à des travaux de chercheurs, prenant appui soit sur les propositions de J. HABERMAS (aussi bien à propos de l'espace public que de la théorie de l'agir communicationnel), soit sur la problématique des cadres de l'action d'E. GOFFMAN. Ces travaux ont ouvert des pistes heuristiques dans l'analyse de l'évolution des espaces publics (désormais sous l'emprise, non seulement des médias de masse, mais aussi des stratégies de communication des différentes "organisations"); ils nous paraissent éclairants pour l'analyse de l'évolution des normes de l'action communicationnelle, tant du point de vue des mutations du travail et de la vie privée (et de leurs relations), que de relations entre "mondes vécus" des sujets et instances sociales de légitimation et du fonctionnement de la violence symbolique. On ne manquera pas de remarquer que tous ces aspects sont décisifs dans l'approche des TICs et dans les interrogations que les réseaux- sociotechniques (encore largement en formation) soulèvent.

Troisièmement, **l'accent mis sur la marchandisation et même l'industrialisation du secteur de la communication.**

À cet égard, il importe d'apporter une précision afin d'éviter des confusions fréquentes: le secteur des industries de la communication n'est pas homogène si une certaine convergence technique y est observable (beaucoup moins avancée en tous cas qu'on ne l'affirme imprudemment), et si surtout une convergence industrielle est engagée (qui ne doit pas être réduite aux mouvements de capitaux, comme si une prise de participation financière suffisait à entraîner des changements radicaux des stratégies éditoriales), on ne saurait mettre sur le même plan les trois grandes composantes du secteur: les réseaux matériels (grand public ou non) et les programmes (c'est à dire les industries du contenu).

Or, non seulement chacune de ces composantes n'évolue pas au même rythme et ne participe pas également à l'essor du secteur, mais encore elle n'entretient pas les mêmes rapports avec les TICs; en d'autres termes, les TICs, pour l'instant, se retrouvent surtout dans les réseaux de communication et dans toutes les catégories de matériels (permettant de communiquer, d'accéder et d'échanger de l'information ou d'en produire), mais sont encore peu à l'œuvre dans les programmes informationnels et culturels (même si, bien sûr, elle peuvent favoriser des modalités nouvelles de conception des produits, et par exemple leur "individualisation" à partir de logiciels "intelligents" avec un

participation active des usagers/ consommateurs). Ce qui revient à dire que l'industrialisation des contenus correspond encore avant tout à des modèles connus et expérimentés depuis longtemps au sein des industries culturelles notamment les modèles de l'"édition" et du "flot"), et à toute une série de combinaisons entre eux, et n'est pas la résultante d'un mouvement irréversible de "technicisation" ; si c'était le cas, a contrario, l'innovation escomptée de longue date par les spécialistes à propos du multimédia, ne tarderait pas autant à se manifester.

S'agissant des TICs elles-mêmes, il convient donc d'insister sur leur grande diversité (en simplifiant on peut admettre qu'elles vont des appareils qui permettent d'échanger de simples messages écrits, simple extension de la communication vocale du réseau téléphonique commuté, à la production de produits interactifs et réellement multimédias, accessibles en ligne via des réseaux à haut débit, en passant par les usages professionnels et privés de moyens de "traitement" des informations), et plus encore sur les conditions différentielles de leur valorisation économique (pour ne prendre qu'un exemple le développement de la troisième génération de la téléphonie mobile nécessitera une articulation étroite avec la production de services avancés, ce qui n'a pas été nécessaire pour l'étape que nous avons connue en Europe dans les années quatre-vingt-dix avec le GSM).

Ceci posé, si les réseaux et les nouveaux outils de communication contribuent effectivement et fortement à la marchandisation et même à l'industrialisation de l'information et de la culture, en soutenant ces processus et en fournissant des occasions d'extension (en direction de nouveaux produits ou en direction de champs qui, en Europe du moins, restaient très majoritairement en dehors de la sphère marchande), il y a lieu de remarquer que cette orientation ne date pas du tournant du siècle (elle est à l'oeuvre depuis le moment où l'informatisation a commencé à être conçue en ligne, et en liaison avec la production de services), elle a subi une accélération pour des raisons qu'il conviendrait de mieux élucider (tendance à la généralisation du mode de production capitaliste sur l'ensemble de la planète; influence des stratégies de relance économique dans les pays dominants; nécessité de passer à une autre étape dans l'implantation des matériels informatiques, etc;), mais semble encore loin de marquer en profondeur les sociétés contemporaines (y compris celles des pays dominants mais à plus forte raison les zones favorisées des pays émergents et surtout des pays du Tiers Monde), en tout cas autant qu'on ne l'affirme avec bienveillance avec l'emploi de l'expression "société de l'information".

Il est maintenant assuré que le développement des TICs s'effectue presque exclusivement au sein de la sphère marchande, ce qui ne peut plus guère en doute.

même si d'autres voies étaient possibles avant que les stratégies déréglementaires (prévisibles de longue date, en tout cas au moins depuis 1984) ne s'imposent presque partout, sans qu'une attention suffisante ne soit accordée aux conditions nouvelles (il est étonnant que le service de universel soit de facto un service minimum sans réactions ou résistances). Il importe pourtant de bien distinguer cette inscription généralisée de la communication nouvelle dans le monde de la marchandise du phénomène d'industrialisation avec lequel elle est assimilée abusivement, l'industrialisation devenant alors synonyme du procès d'usage de moyens techniques (certes produits industriellement); et par exemple, ce n'est que par incompréhension de phénomènes en jeu que l'on en vient ainsi à considérer comme relevant de l'industrialisation l'emploi dans l'appareil éducatif de la visioconférence dans des cours ou du tutorat à partir d'un réseau d'ordinateurs; par contre se rattache bien à l'industrialisation la production et la vente sur un marché de cours de langues accessibles via des CD Rom ou même on line; ces cours sont re-produits à partir d'une maquette initiale via des moyens industriels, ils participent d'une opération de valorisation de capitaux (selon des modalités identiques à l'industrialisation du cinéma ou de la musique enregistrée). Les marchés visés par cette nouvelle industrialisation du contenu, favorisée par l'essor des TICs sont/ seront des marchés segmentés, avec comme conséquences prévisibles: la sélectivité, la fragmentation et même l'exclusion.

Mais si le procès de marchandisation (notamment via les TICs) est en cours, le procès d'industrialisation des contenus (informationnels et culturels) ne fait que s'engager; les enjeux de l'un ne sont pas réductibles à ceux de l'autre, sauf à mettre sur le même plan les outils et les productions intellectuelles (pour l'analyse desquelles on dispose des connaissances acquises depuis plus d'un siècle de fonctionnement des industries culturelles).

On doit ajouter que le "déplacement vers les contenus" est un projet stratégique que partagent les grands groupes de communication et les États dominants (cf. les réflexions menées au sein du G8 ou de l'Union Européenne). Ce déplacement doit renouveler les espérances de profit (qui ne sont pas assurées dans les réseaux, et surtout dans les industries de matériels). Ce projet a donné lieu à la fin du 20^{ème} siècle à de spectaculaires opérations de caractère financier; il a encore assez peu débouché sur des opérations productives, en matière de contenus. C'est à cela que la recherche doit être attentive.

Quatrièmement, la reconnaissance de la tendance affirmée à la mondialisation de la communication.

Dans cette perspective, les TICs sont au premier plan, surtout depuis l'effondrement des économies du socialisme réel. Certes, comme le rappelle avec pertinence A. MATTELART, la tendance vient de loin et les idéologies de la communication universelle tout comme les expérimentations technologiques conduites à l'occasion des principaux conflits armés n'ont cessé de soutenir l'argumentation globaliste et la transnationalisation des firmes comme de produits communicationnels qu'elles distribuent; ajoutons-y l'adoption de principes de gestion des affaires publiques qui effectivement ...convergent de plus en plus vers des solutions libérales.

Pourtant, on ne saurait trop se focaliser sur le rôle des TICs, quelque soit l'importance essentielle prise par les infrastructures de communication et les industries de matériels informatiques, plus que celles du contenu (où le mouvement est maintenant engagé) dans l'avancée de la globalisation. Des constats tels que ceux-ci ne suffisent pas, et à décrire minutieusement les avancées stratégiques des grands groupes (des avancées qui concernent l'ensemble de la planète, mais avec des variations qu'il conviendrait de prendre en compte), la recherche en communication court le risque de négliger des questions centrales. Deux me semblent essentielles.

D'abord, en opérant comme M. CASTELLS (et, de facto, comme d'autres auteurs) une distinction entre "modes de production" (pour lui, le mode de production capitaliste pris le pas sur le mode de production étatiste, et est en voie de globalisation) et "modes de développement", (impliquant le passage d'une société industrielle à une société informationnelle, sous l'emprise des TICs lesquelles? depuis quand et selon quels rythmes?, techniques qui se révèlent qui se révèlent efficaces pour soutenir la compétitivité des entreprises ainsi que l'accroissement de la productivité globale et sectorielle) , non seulement on consacre une fois de plus la séparation entre l'économie et le social, mais on s'interdit aussi de penser les complexes articulations qui se nouent entre le développement technique et les changements sociaux et culturels, le premier étant supposé jouer un rôle révolutionnaire et produire les seconds; et par exemple on néglige le rôle de la concurrence ou de la mobilisation du travail (informationnel ou non), on fait des réseaux une absolue nouveauté, on surestime les mouvements financiers par rapport aux flux de produits, etc.

Ensuite, et cette question est en relation avec celle que nous venons de signaler, en s'intéressant prioritairement aux techniques elles-mêmes, on oublie de mettre l'accent sur les processus dont elles accompagnent l'émergence puis l'avancée. Il est étonnant que les chercheurs en communication n'aient pas accordé plus d'attention au mouvement de "**informationnalisation** de la production et des échanges sociaux et professionnels". Ce néologisme, peu élégant (C

TREMBLAY et moi, n'avons pas trouvé mieux!), exprime bien les changements en cours dans la sphère de la circulation, étant précisé que celle-ci doit désormais être entendue dans une acception large, et est loin de se limiter à l'acheminement des matières premières, des machines et des produits finaux. C'est un fait qu'au cours de la dernière décennie on a observé une forte croissance des informations "professionnelles" et privées (tant en volume, qu'en vitesse, et bien au delà des frontières). Il s'agit là d'un phénomène majeur (dans lequel A. MOLES aurait vu une manifestation de l' "opulence communicationnelle") à propos duquel les analyses disponibles sont bien en deçà des attentes.

Et cinquièmement, **de plus en plus de doutes quant à la pertinence de la question de l'influence des médias et des TICs**, ou du moins de la possibilité d'identifier des effets directs dont ils seraient à l'origine.

On prête toujours beaucoup aux TICs, on leur attribue encore d'être la "cause" de toute une série de phénomènes sociaux, politiques ou culturels; pour cette raison, dans les débats publics on les critique sans aménité, et les essayistes ou les polémistes n'ont pas de mots assez durs pour qualifier leurs manoeuvres et les manipulations qu'ils provoquent. Dans le même temps, on remarque que cette critique récurrente ...s'accompagne d'attachements souvent excessifs et d'intérêts marqués, parfois chez les mêmes auteurs. Les professionnels ne sont pas prêts à remettre en cause cette vision critique, et certains, habilement, en jouent pour renforcer la légitimité sociale des médias ou des TICs. Des chercheurs et des penseurs éminents, mais dont l'activité scientifique est extérieure à la communication, en viennent à proférer de accusations et des jugements définitifs, se comportant souvent plus en citoyen qu'en chercheurs respectant une rigueur méthodologique équivalente à celle laquelle ils sont accoutumés dans leur spécialité.

Malgré les avancées réelles de la recherche en communication, celle-ci est peu sollicitée ou écoutée dans le débat public. Serait-ce que la question de l'influence est insoluble ou indécidable? Dans un certain sens, il faut l'admettre car cette question se révèle d'une complexité extrême, en ce qu'elle concerne certaines de nos pratiques les plus quotidiennes et recèle des enjeux d'une grande complexité.

Pour autant la recherche en communication n'est pas démunie et condition de ne pas se positionner étroitement comme l'incite à le faire tant certaines demandes professionnelles (et particulièrement les préoccupations relevant du marketing) que certaines approches disciplinaires (il faut citer particulièrement certains travaux de psychologues ou des approches s'inscrivant dans le cadre de la communication dite "homme / machine), elle est susceptible

d'éclairer les interrogations qui ne manquent pas d'être soulevées. Il nous semble opportun d'insister sur les conditions suivantes:

- + l'inscription des recherches dans la longue durée et l'attention prioritaire aux changements "structuraux" affectant les pratiques sociales et culturelles l'espace public, les échanges d'information ou les usages des outils;

- + le souci de ne pas isoler telle ou telle TIC, tel ou tel média, de l'ensemble du "système de communication" auquel ils participent, dans le but d'éviter de réitérer des approches fonctionnelles;

- + l'insistance sur quelques "transversalités", décisives pour la compréhension des phénomènes concernés: entre production et consommation entre les différentes composantes des textes donnés à lire, etc;

- + l'accent mis sur des questionnements généralement négligés: les relations des TICs avec les territoires ou certaines catégories sociales l'inscription dans des "espaces publics partiels"; les modalités de construction des audiences, etc;

- + et l'adoption de méthodologies intersciences.

Ces conditions, et d'autres qui pourraient leur être ajoutées, ne portent pas en elles des garanties complètes. Mais elles permettent de mettre l'accent sur *la complexité des enjeux*, là où généralement on cherche à faire simple et où on recherche des effets immédiats.

Se trouve ainsi validée sinon justifiée la proposition méthodologique de centrer l'analyse des TICs et de leur insertion dans les sociétés contemporaines sur la relation qui se noue entre des enjeux de nature différente; le recours à la notion d'enjeux va bien au delà d'une qualification d'ordre métaphorique; par ailleurs, il ne doit pas être confondue avec la recherche d'une simple causalité multi-factorielle; il oriente l'étude de l'émergence et du développement de techniques dans un sens qui cherche à identifier non seulement les déterminations multiples et leurs relations, mais également ce qui se joue entre les différents acteurs sociaux; l'inscription des changements observés dans des mouvements de longue durée est à la fois la modalité principale de cette analyse (délicate à conduire, il faut en convenir), mais aussi un élément susceptible de s'assurer qu'elle satisfait (autant que cela se peut) aux exigences d'une méthodologie scientifique.

Au terme de cette évaluation des recherches et des réflexions menées depuis un demi-siècle sur la question des TICs, il y aurait lieu d'interroger (un fois de plus) la notion de société de l'information (ou de société d'information) qui tient une place certaine dans le débat public ou du moins traduit bien l'approche que tentent d'imposer aussi bien des auteurs que des responsables

politiques ou des essayistes. Cette notion, pour des raisons qu'il importerait de développer et d'approfondir me paraît toujours aussi impensable. Je me contenterais d'indiquer l'une de ces raisons: souvent invoquée l'idée que cette société de l'information trouve son origine dans la croissance sinon la généralisation des TICs, me paraît simplificatrice et même relever d'un raisonnement syllogistique. Quand bien même les techniques informationnelles seraient-elles devenues dominantes, il resterait à montrer en quoi elle "marquent" profondément les activités sociales (cf. ce que nous avons esquissé précédemment avec la perspective de l'"informationnalisation"); il resterait aussi à voir en quoi les TICs sont la source de la production des richesses, et donc de la valeur. Sur tous ces points la discussion n'a guère été engagée.

Plus pertinent et en tout cas plus en rapport avec les possibilités de sciences humaines et sociales est le constat de l'émergence d'un nouveau "modèle de communication". Aux quatre modèles existants(dont j'ai tenté de montrer en prolongeant la Thèse de J. HABERMAS, qu'ils s'organisaient sous l'impulsion successivement de la "presse d'opinion", de la "presse commerciale de masse, des "médias audiovisuels de masse" et des "relations publiques généralisées"), s'ajoute désormais un modèle profondément marqué par les TIC et dont les caractéristiques seraient: l'individualisation des pratiques informationnelles et communicationnelles, l'extension de la "médiatisation", leur inscription dans de nouveaux territoires, et leur sélectivité sociale. C'est l'étude de ce cinquième modèle (qui s'ajoute et ne se substitue pas à ceux qui ont émergé antérieurement) qu'il importerait maintenant de se consacrer, pour mieux positionner les TICs dans les sociétés où elles se trouvent connaître depuis les années quatre-vingt-dix une croissance effective, mais qui a été surestimée par la majorité des observateurs, comme chacun le découvre maintenant.